

# Covid #1 | De la démesure des villes à la plénitude des territoires

Thierry Paquot | 21/04/2020

- Introduction
- La démesure
- La Crise
- L'hygiénisme
- Les inégalités territoriales
- La surveillance
- La biorégion urbaine
- Habiter
- Pour une juste plénitude



*Alors que la pandémie sévit et que l'humanité se confîne, nous interrogeons le philosophe de l'urbain et de l'habiter Thierry Paquot (par ailleurs membre du Conseil Topophile) à l'occasion de la sortie de son dernier livre *Mesure et démesure des villes* dont la lecture agréable et érudite s'avère particulièrement stimulante en ces temps de crises. Il y pourfend cette folle quête du toujours plus grand au détriment du toujours mieux ou juste plénitude, narre la grandeur et la décadence des villes, explore des communautés idéales, exalte les pensées bio-régionalistes, entremêle les territorialités et les temporalités de l'existence, prône l'habitabilité et la topophilie...*

**L'humanité tout entière est mise à l'arrêt par un virus si petit qu'il est invisible à l'œil nu. Ce serait ironique si ce n'était tragique. N'est-ce pas notre *hubris* qui est remis en cause ?**

L'*hubris* chez Homère est l'outrance qui exige la justice (*diké*), son contraire, pour être réparée. Cette outrance, cette exagération est devenue la manifestation d'une disproportion, d'une démesure, aussi parle-t-on dorénavant d'*hubris* pour désigner tout ce qui est trop « gros », par exemple, un projet urbain surdimensionné, comme *Europacity* au Triangle de Gonesse, près de Paris. Mais c'est aussi le cas pour la plupart des aéroports qui, en ce moment, multiplient leurs pistes et s'agrandissent, ce qui est aberrant lorsqu'on connaît le coût carbone de n'importe quel vol...

Il est certain que la taille joue dans la pandémie, elle touche en priorité des zones urbaines particulièrement peuplées.

Wuhan, d'où vient le coronavirus, compte plus de dix millions d'habitants tout comme la Lombardie (avec Bergame et Milan) ou Madrid, respectivement foyers de l'épidémie pour l'Italie et l'Espagne. Il n'est pas étonnant alors que l'Île-de-France et New York soient aussi touchés. Il en va de même pour les mégapoles africaines, indiennes et brésiliennes, avec une contamination plus agressive dans les bidonvilles où la promiscuité participe à la propagation du virus.

Imaginez Dharavi, bidonville millionnaire au cœur de Mumbai, avec de rares latrines collectives et sans ramassage des ordures ménagères, sans hôpitaux et sans masques ! Pour une famille rester dans son abri de fortune est impossible, d'autant qu'il faut aller chercher l'eau à la borne-fontaine, trouver à manger, mendier ou travailler, ceci au jour le jour ! Trois mégapoles semblent moins touchées : Hong-Kong qui a décrété le confinement très tôt et imposé le masque et les gestes barrières ; Singapour qui *datacontrôle* les moindres faits et gestes de ses habitants avec des cartes en temps réel de la fréquentation des centres commerciaux et des parcs, par exemple, et invite chaque habitant au *tracking* (il s'agit de doter votre smartphone de l'application *Trace Together*, branché sur *bluetooth* qui vous indique au bout de 30 minutes de coprésence avec quelqu'un si ce dernier vous a contaminé ou inversement) ; et Séoul où le dépistage a été systématique, ainsi que l'isolement et le traitement des personnes atteintes, contrant efficacement l'extension du domaine viral. Partout ailleurs, les autorités sanitaires n'étaient pas prêtes à affronter une telle pandémie (les masques, les gels, les respirateurs et les places dans les hôpitaux manquaient) et ont tardé à la prendre au sérieux.

Comme pour les autres épidémies que l'histoire nous rappelle, songeons à la peste noire du XIV<sup>e</sup> siècle, il y a une corrélation entre la taille de la ville et le nombre des victimes. La densité sert grandement d'accélérateur à la contagion.

La Crise

**« Davantage de croissance conduit obligatoirement au désastre, écrit Ivan Illich dans *La Convivialité*, mais celui-ci présente un double visage. L'événement catastrophique peut être la fin de la civilisation politique, ou même de l'espèce 'homme'. Ce peut être aussi la Grande Crise, c'est-à-dire l'occasion d'un choix sans précédent. Prévisible et inattendue, la catastrophe ne sera une *crisis*, au sens propre du mot, que si, au moment où elle frappe, les prisonniers du progrès demandent à s'échapper du paradis industriel et qu'une porte s'ouvre dans l'enceinte de la prison dorée », comment interprétez-vous ce propos, que vous citez dans votre ouvrage ?**

Ivan Illich a toujours douté que le « développement », prôné par le président Truman dès 1949, apporterait le bonheur, au contraire, il y voyait la confiscation des communaux, la dévalorisation de la production vernaculaire, la dépendance accrue envers le marché, la

réduction drastique de l'autonomie de tout individu. Le « développement » n'est que le prêtre-nom du productivisme qui pénètre toutes les sphères de la société et envahit la moindre parcelle de la vie quotidienne de chacun.

Je rappelle que *La Convivialité* paraît en 1973, soit un an après le rapport du Club de Rome qui réclame une « croissance zéro » et l'année même de la crise pétrolière qui provoque une crise monétaire supprimant la convertibilité du dollar en or. Le mot grec *Krisis* appartient originellement au vocabulaire médical et signifie « décision, jugement », il vient du verbe *Krinein*, « juger ». La crise correspond à l'aggravation d'une maladie et réclame une décision urgente, qui ne peut attendre.

Par la suite, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les économistes parlent de « crise financière » ou de « crise monétaire », pour indiquer une situation instable, perturbée, marquée par la récession. Ce que nous dit Ivan Illich c'est que la crise résulte de la croissance, il inverse la vapeur, si j'ose dire. Ce n'est pas l'arrêt de la croissance qui annonce la crise, mais le trop de croissance qui en vient à tout dérégler, à tous les niveaux de la société. Dans ce cas, deux possibilités : soit, la fin de notre civilisation qui se trouve irrémédiablement emportée par les excès de la croissance – il songe là aux dégâts écologiques – ; soit, le choix de rompre avec la logique du toujours plus et l'acceptation d'une société frugale, décroissante. C'est ce qu'il appelle « ouvrir une porte dans notre prison dorée »...

Dans le même ouvrage, il déclare que « la désaccoutumance de la croissance sera douloureuse [...] surtout pour les plus intoxiqués de ses membres. » Il n'est pas du tout certain que les personnes accros à la société de consommation de biens et de services acceptent de changer de mode de vie.

Dénonçant dans *Désastres urbains. Les villes meurent aussi* les centres commerciaux, responsables de la périphérisation des centres-bourg et des centres-ville, tout en réduisant l'échange au seul commerce de marchandises, je fus étonné, lors de sa réédition quatre ans plus tard de constater leur démultiplication à l'échelle planétaire, comme si le centre commercial, si possible démesuré, avec piste de ski, multiplex, restaurants et boutiques de luxe, devenait la norme à Djakarta comme à Istanbul, au Cap comme à Manille, à Bangkok comme à Sao Paulo, à Varsovie comme au Caire.

Ceci est à mes yeux un indice que la société de consommation se porte encore bien et qu'en sortir n'est pas une décision partagée par le plus grand nombre des Terriens.

Le confinement actuel peut déclencher, à sa levée, une fringale de consommation, comme pour rattraper tous les achats inutiles qu'on n'a pas pu faire ! Penser l'inverse, c'est-à-dire constater que nous n'avons pas été privés de consommer, que le rationnement relatif n'était pas une punition, que se satisfaire de choses simples achetées à proximité de chez soi sans prendre sa voiture, tout cela allait dans le bon sens, demeurera marginal. La machine capitaliste est si puissante et ses rouages étant partout présents, dès la fin du confinement, l'appel à la relancer sera entendu, d'autant que les politiques économiques des États iront dans ce sens, tout comme la publicité qui reprendra de plus belle.

La réponse à la question que certains posent opportunément, « Quelles sont les productions dont nous pourrions nous passer ? », ne fera pas l'unanimité. Günther Anders, en 1956, dans *L'obsolescence de l'homme*, démontrait que le mauvais citoyen américain était celui qui ne consommait pas ! Le mauvais citoyen de l'après-confinement sera celui qui ne participe pas à « l'effort économique » en changeant de voiture, partant dans un club de vacances à Saint-Domingue, adoptant la 5 G, etc. Le conditionnement est tel, que profiter de la crise pour impulser mille et une alternatives n'est pas gagné. Néanmoins, je crois qu'il faudra tout faire pour empêcher la privatisation de la santé, comme des transports et de la poste, que le gouvernement, à la suite des précédents, poursuivra avec zèle. Et expérimenter d'autres manières de vivre afin d'opposer à la pandémie du virus, celle du mieux-être !

L'hygiénisme

## L'urbanisme n'a-t-il pas été nourri au XIXe siècle par l'hygiénisme ? Quels liens établissez-vous entre l'urbanisme et la santé ?

Le mot « hygiène » est utilisé, certainement pour la première fois en français, par Ambroise Paré, au XVIe siècle, et vient du grec *to hugieinon*, « santé », neutre de l'adjectif *hugieinos*, « sain ». L'hygiène de vie maintient bien portant celui qui en respecte les principes, ceux-ci varient d'une période à une autre. Ainsi, se laver pouvait être recommandé par les médecins ou déconseillé par d'autres à un siècle d'intervalle. Les Grecs se souciaient de la qualité de l'eau avant de s'installer en un lieu qu'ils ventilaient afin d'évacuer les miasmes, en laissant le vent balayer les rues disposées de telle manière qu'elles étaient aérées... La composition des repas et la préparation des aliments, la propreté de l'habitation, la qualité du sommeil, tout cela contribuait à l'hygiène. Les latrines dans les abbayes cisterciennes comme dans certains châteaux-forts sont disposées à l'écart et donnent directement sur la rivière qui en évacue le contenu... L'invention des *water-closets* et leur généralisation tout au long des XIXe et XXe siècles dans les villes occidentales va améliorer non seulement l'hygiène des habitants mais celle de toute la ville.

Il ne faut pas oublier ce que Sébastien Mercier, dans ses *Tableaux de Paris* publiés la veille de la Révolution de 1789, décrivait : des Parisiens, quel que soit leur rang, faisant leurs besoins où ils pouvaient, aussi bien au Jardin des Tuileries que dans un coche !

Le choléra de 1832 va tuer 18 602 personnes à Paris en six mois et environ 100 000 pour toute la France, aussi les pouvoirs publics vont essayer de comprendre le pourquoi de cette épidémie et préconiser des actions prophylactiques. Il faudra le retour du choléra en 1849 pour que des décisions soient prises et la loi de salubrité publique votée en 1850, relative à l'assainissement des logements insalubres, sans vraiment prendre le taureau par les cornes. L'établissement, sous Rambuteau, de trottoirs avec des caniveaux a permis l'évacuation des eaux qui restaient stagnantes au milieu de la rue, la construction laborieuse du réseau de tout-à-l'égout à la fin du XIXe siècle, puis l'installation de cabinets d'aisance et de salles de bains dans chaque appartement – ce qui a pris plus de cinquante ans à Paris ! –, tout cela, et les poubelles, améliore l'état sanitaire de la ville, ce qui réduit d'autant la transmission de certaines maladies.

La tuberculose frappe durement les quartiers populaires à partir du Second Empire, ce n'est qu'en 1882 que Robert Koch isole le bacille et fonde la bactériologie. Pour lutter contre la tuberculose, en attendant l'invention des antibiotiques au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des mesures d'hygiène s'imposent, comme aérer les logements, les ouvrir à la lumière et au soleil, ce qui veut dire s'opposer aux taudis... et aux marchands de sommeil !

En 1875, Benjamin Ward Richardson prononce un discours au congrès de la *Social Science Association*, à Brighton, qui deviendra un petit ouvrage, *Hygeia. A City Health*. Il décrit une ville conçue pour la santé de ses habitants, où tout est fait pour éviter les pollutions habituelles qui transmettent les microbes... Plan géométrique pour ventiler au mieux les voies de circulation, plantation d'arbres le long des boulevards, chaque bâtiment est entouré d'un jardin, l'asphalte recouvre le sol et emprisonne les poussières, le tramway est souterrain, le soleil est partout recherché. Les toits terrasses accueillent des jardins, un vide-ordures dans chaque cuisine évacue les déchets organiques dans des poubelles installées dans le sous-sol, les matériaux de construction sont imputrescibles, l'air est « purifié et ozonisé ». Personne ne fume, ne boit de l'alcool (il n'y a pas de bar), les rues sont silencieuses car les usines sont à l'extérieur de la ville. Chaque quartier a son hôpital, chaque chambre est aseptisée, les patients bénéficient d'un jardin, l'ambiance est agréable, les unités de soins sont à « taille humaine ». D'autres établissements accueillent les « impotents et les vieillards » et d'autres « les indigents », avec « respect et affection ». Les exercices corporels sont prescrits dès l'école... Cette ville saine, et ô combien contrôlée, ne pourra pas éliminer toutes les maladies,

le docteur Richardson en convient, mais supprimera la mortalité infantile et augmentera l'espérance de vie en bonne santé.

Déjà André Godin avec son « Familistère » était soucieux des conditions d'hygiène des habitants tout comme l'est Ebenezer Howard avec ses *garden-cities*, mais le couple « santé/ville » n'est pas la préoccupation des édiles et des professionnels. C'est un médecin-hygiéniste, Robert-Henri Hazeman, militant communiste, qui va à Vitry, puis Ivry, avec le soutien des élus, ouvrir un « bureau d'hygiène », véritable dispensaire, avec assistantes sociales, laboratoire d'analyses médicales et bactériologiques, école de plein-air, etc., qui prend en charge toutes les pathologies et joue un rôle préventif essentiel. Henri Sellier, introducteur de la cité-jardin en France, maire de Suresnes, co-fondateur de l'École des Hautes Études Urbaines en 1919, qui devient l'Institut Universitaire d'Urbanisme de Paris en 1924, le repère et l'associe à ses actions. Ainsi, on le retrouve secrétaire général de l'office public d'hygiène de la Seine, professeur à l'Institut d'urbanisme jusqu'en 1968 et membre du cabinet de Sellier, lorsque celui-ci est ministre de la santé sous le Front Populaire. Parti à la retraite il ne sera pas remplacé, comme si l'« hygiénisme », pourtant terme du XXe siècle, était vieillot, dépassé ou comme si, ce qu'il désignait n'avait plus cours, grâce aux traitements médicaux et à l'idéologie médicale triomphante. Il serait erroné de penser que toutes les formations à l'urbanisme et à l'architecture dispensaient un tel enseignement...

La géographie avait Maximilien Sorre, auteur d'une somme intitulée *Les Fondements de la géographie humaine* en trois tomes publiés entre 1943 et 1952, dont le premier élabore un « Essai d'écologie de l'homme » et le dernier fait le tour de « L'habitat ». Il s'attarde à plusieurs reprises sur la santé, le climat, l'eau, l'air, l'alimentation, etc., mais il paraît bien seul parmi les géographes qui l'ignorent totalement. C'est dommage, sa lecture aurait pu générer des études sur les villes et la santé, la diffusion des pandémies et de leur traitement, les relations entre la typo-morphologie urbaine et la qualité de vie, mais cela n'a pas été le cas.

Pour le seul cas français, je mentionnerai encore Henri Laborit, médecin et biologiste, qui est sollicité par le tout jeune département d'urbanisme de l'université expérimentale de Vincennes, en juin 1968, pour venir parler de « biologie et urbanisme ». *L'Homme et la ville* qu'il publie en 1971 rend compte de son enseignement sur trois ans. Il entremêle subtilement la cybernétique, la biologie et l'écologie pour mieux analyser la ville, entendue comme niche environnementale. À le relire récemment, je suis admiratif de l'acuité de ses remarques. Même si nos connaissances en biologie et en écologie se sont considérablement enrichies et si l'univers de la cybernétique s'est profondément transformé avec l'ordinateur portable, remplaçant la machine à cartes perforées, et le déploiement des « Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication », le gros de sa réflexion nous parle encore. Ainsi, la ville, pour lui, n'est pas un organisme, mais « représente un des moyens utilisés par un organisme social pour contrôler et reproduire sa structure. »

La ville ne sert qu'à des groupes humains dominants à le rester.

Pour expliciter ce constat, Henri Laborit expose l'étude biologique des comportements et donc la structuration du cerveau, celle du système nerveux central avec le cortex, le néocortex et l'hypothalamus, pour simplifier. Il explique que l'urbanisation provoque le *confinement*, c'est le mot qu'il emploie, qui assure à chacun son alimentation sans qu'il aille la chercher en chassant, par exemple. Du coup, son agressivité est détournée en d'autres tensions envers d'autres citoyens, le fonctionnement de l'hypothalamus, ou cerveau reptilien, siège du comportement instinctif chargé de l'approvisionnement, n'ayant plus cette fonction. Il n'aborde pas la question des pathologies dans un lieu dense, la ville, mais des comportements humains et de leurs conditionnements et autres automatismes sociaux. Pour lui, les informations que les habitants d'une ville produisent en interagissant sont utilisées par ceux qui les captent et manipulent afin de maintenir en place la structure existante. Qu'aurait-il dit

des *data* et de la *smart city* si ce n'est qu'elles représentent ce qu'il craignait, à savoir *Le Meilleur des mondes possibles*, c'est-à-dire à une servitude volontaire envers les données ! Il écrit, je le cite : « toute information porteuse de structures nouvelles ne pourra pas, si sa force déstructurante est évidente, bénéficier des multiples canaux par lesquels se diffusent aujourd'hui les 'nouvelles' ». Il pointe là une autre maladie, une maladie informationnelle addictive... Ce qui m'étonne le plus, en le relisant, c'est qu'il explique que la combustion des sources d'énergies fossiles (charbon et pétrole) accroît la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, ce qui à terme, « va altérer le climat global de la planète au cours même du XXI<sup>e</sup> siècle » et qu'il faut s'en préoccuper, car les conséquences de ce dérèglement climatique sur le milieu urbain seront inédites et critiques. Cinquante ans plus tard nous y sommes.

Les inégalités territoriales

**Les Gilets Jaunes dénonçaient les « inégalités territoriales », cela est-il encore le cas avec la pandémie ?**

Les Gilets Jaunes contestaient l'augmentation du prix de l'essence qui diminuait d'autant leur pouvoir d'achat. Étant obligés, pour des raisons économiques (loyers trop chers en ville), de résider dans des villages-dortoirs ou dans l'urbain diffus, le couple devait avoir deux voitures pour se rendre au travail et conduire les enfants à l'école, au sport et aux autres activités extrascolaires, aussi le budget « automobile » était souvent le plus important. Ce n'est ni une revendication écologique, ni anticapitaliste, au contraire dirais-je...

Par la suite, ce mouvement populaire hétérogène a pu voir en son sein des personnes remettre en cause leur mode de vie et exprimer le souhait de travailler plus près de chez elles, d'être locavores, de favoriser le maintien des services publics, le maillage du réseau ferré, etc. Ils dénoncent un aménagement du territoire décidé depuis Paris, au seul nom de la rentabilité, sans se préoccuper des usagers, ce qui conduit à des territoires sous-équipés, des zones blanches sans accès aux réseaux numériques, des déserts médicaux, etc. Ils se considèrent comme des « sous-citoyens », victimes de la concentration des activités et pouvoirs dans les métropoles, assignés à résidence dans des lieux en déshérence, des navetteurs malgré eux...

Les intellectuels ont été désemparés par ce mouvement social qui inventait une *démocratie du rond-point* sans référence aucune aux habituelles formes de lutte et sans s'appuyer sur des partis politiques alors les uns ont crié au « populisme » et les autres à l'irresponsabilité ! Or, les Gilets Jaunes expriment un mal-être qu'on aurait tort de rejeter d'un revers dédaigneux de la main. Ils disent, parfois outrancièrement ou naïvement, que leur vie est dure et que ce n'est pas juste, alors même que les inclus veulent entendre, non pas une colère, mais un raisonnement qui déboucherait sur une série de mesures et de réformes.

Il s'agit d'une partie de la population qui se sent mise à l'écart, qui n'a pas le droit à la parole, qui n'a pas de lieu propre pour être entendue, d'où le choix d'un non-lieu comme le rond-point, symbole du pouvoir technocratique des ingénieurs des Ponts et Chaussées – on en compterait 300 000 en France ! – alors même qu'ils ne facilitent aucunement la circulation...

Les inégalités territoriales révélées par les Gilets Jaunes sont-elles les mêmes lors de la pandémie ? La réponse est non, car, au contraire la pandémie frappe les villes et territoires les plus denses qui ont été infectés par une personne revenant de Chine, ou d'Italie. Les retraités aux pensions scandaleusement basses, les navetteurs malgré eux, se trouvent principalement dans des départements ruraux qui pour l'instant sont épargnés par le coronavirus. Cela dit, il faudrait connaître le « profil » socio-médicalo-économique des victimes pour établir, éventuellement, une typologie. En l'état de nos connaissances, les Gilets Jaunes sont porteurs d'une autre épidémie, celle de la dénonciation des iniquités, que le gouvernement ne pourra calmer avec un quelconque confinement...

La surveillance

**Que vous inspire cette ville désertée et patrouillée en cette période de confinement ? Elle semble parfois plus proche de récits dystopiques que des utopies et communautés alternatives que vous décrivez dans votre livre.**

Nous avons tous dans notre mémoire visuelle, des vues de villes désertées, de villes fantômes, où se cachent quelques rares survivants à une calamité terrible (un séisme, un incendie, une épidémie, un tsunami, une guerre nucléaire...) qui a ravagé leur territoire et qui survivent, tant bien que mal, souvent en redevenant des sauvages prêts à tuer pour ne pas mourir ! Le cinéma catastrophe fonctionne sur de nombreux stéréotypes : un dictateur fou à l'origine d'une situation limite, un survivant messianique qui réorganise la société, des petits groupes qui créent une sorte de ZAD où renaît l'espoir, des envahisseurs extra-terrestres qui encasernent les Terriens et les soumettent à une sorte d'esclavage, etc. Bien sûr, dans ces films les technologies de contrôle, de vidéo-surveillance, d'assujettissement sont sophistiquées, la lettre de délation, toujours encouragée, est remplacée par la puce qui géolocalise tout individu et enregistre ses déplacements, mais aussi ses pensées et arrière-pensées !

Je ne peux pas ne pas imaginer que le déploiement policier actuel n'a pas aussi une intention expérimentale. Au-delà des verbalisations, souvent excessives, le contrôle et le bio-contrôle qui mesure notre température et nous scanne tout en nous identifiant s'accompagne d'une cartographie, un plan d'actions territoriales si vous voulez, qui ressemble à une opération militaire. La police teste sa capacité à se déployer, à échanger des informations, à quadriller le territoire, à intervenir en temps réel. Pourquoi la police chinoise serait-elle en ce domaine plus performante que la française ?

La biorégion urbaine

**Qu'est-ce que la *biorégion urbaine* que vous appelez de vos vœux ? Est-elle une réalité désirable de cette après-pandémie que certains commencent d'ores et déjà à dessiner ?**

J'appelle à une nouvelle configuration territoriale, refusant la métropolisation et la réduction du nombre des villes que le président Hollande a lancées et que son successeur conforte, que je nomme « biorégion urbaine ». Le régionalisme est né, à la fin du XIXe siècle au sein des États-Nations pour corriger le déséquilibre entre les territoires et surtout pour tenir compte des spécificités culturelles des régions, à commencer par la langue.

En France le centralisme excessif parisien est alors contesté et le régionalisme apparaît comme le moyen de redistribuer les pouvoirs en tenant compte d'unités territoriales à taille humaine. La France était encore massivement rurale, néanmoins la revendication régionaliste, qui notons-le peut avoir des accents réactionnaires avec Maurras et des accents progressistes, bien plus tard, avec Rocard, réclame la décentralisation afin d'obtenir une plus large autonomie locale. L'exode rural et l'urbanisation des mœurs qui va avec transforment la société française tout entière, gommant les relations villes/campagnes et privilégiant les non-villes et les non-campagnes, pour reprendre la catégorisation de Françoise Choay, mais je pourrais parler, avec Bernard Charbonneau de « banlieue totale ». Refuser cette uniformisation des territoires, qui est aussi celle des paysages, c'est miser sur la diversité et les qualités spécifiques à certains lieux et à leur population. Comme il ne s'agit pas de ressusciter les Provinces de l'Ancien Régime ou les régions de la Datar, je propose, m'inspirant à la fois des courants biorégionalistes nord-américain (Peter Berg, Raymond Dasmann, Stephanie Mills, Gary Snyder, Kirkpatrick Sale...) et italien (Alberto Magnaghi) de considérer la biorégion comme résultant d'un acte d'amour entre une population et un site.

La biorégion résulte d'un acte d'amour entre une population et un site.

Une biorégion ne provient pas d'un découpage administrativo-étatique, comme le département ou les treize régions de l'Hexagone. Pour l'instant, la biorégion correspond, dans mon esprit, à un « mot-obus » comme disait Paul Ariès pour la « décroissance », elle doit faire penser. Je n'ai pas découpé la France en X biorégions ! C'est un possible qui permet aux

divers collectifs de citoyens de s'émanciper des collectivités territoriales actuelles qui sont d'un autre temps et qui plaçaient en tête de leurs préoccupations la gouvernance et l'attractivité économique.

Le biorégionalisme s'appuie sur l'écologie et le vivre-mieux. C'est une rupture avec l'ancien monde et l'ouverture à une nouvelle relation entre chacun d'entre nous et ses lieux, réels et virtuels, pour habiter la Terre.

Tout épisode dramatique, comme la pandémie et la crise économique qui va suivre ou la crise écologique généralisée qui se poursuit inexorablement en s'aggravant chaque jour davantage, nécessite une inscription territoriale, qui entremêle le global et le local. C'est là où une alternative écologique peut intervenir qui modifie l'ordre des priorités. L'on sort du « tout économique » pour entrer dans le « tout « écologique », qu'il nous faut inventer, même si nous connaissons déjà les premières actions à engager, par exemple, l'agroécologie, la décentralisation de la production d'énergie, la réduction des mobilités, la décroissance des mégapoles, la relocalisation de la plupart des activités économiques écologisées, l'établissement d'un revenu de base garanti, l'expérimentation de nouvelles modalités de la démocratie directe, etc. C'est là où la biorégion urbaine intervient.

Pourquoi « urbaine » ? Certains veulent aussi des « biorégions rurales »... Le qualificatif d'« urbain » ne correspond pas au contraire de « rural », mais à ce moment de l'histoire de l'urbanisation planétaire submergée par un urbain diffus, je songe principalement aux modes de vie, à ce que j'ai appelé « l'urbanisation des mœurs », en 1992 dans *Homo urbanus*. Nous sommes tous des urbains, mais pas tous des citoyens ! Dans ce contexte, ce sont les formes d'urbanité qu'il nous faut cultiver et bien sûr elles intègrent la dimension rurale ici, agricole, là, etc. La biorégion urbaine récuse la domination de la ville sur la campagne, elle sait que ces deux entités changeantes aux frontières poreuses sont solidaires... La biorégion urbaine est un devenir vers lequel nous allons, pas un cadre prédéterminé qui nous serait imposé.

Évidemment, cela ne parle pas à tous et souvent l'on me demande de décrire une biorégion urbaine type. Comme je parle du cas par cas et du processus incrémental, mes interlocuteurs sont déçus et restent dans le flou. Je pourrais, pour préciser cette notion, dire qu'il y aura des biorégions urbaines, aucune ne sera semblable à une autre, aucune ne sera définitive, et que chacune assemblera, différemment, une ou deux actuelles métropoles, une dizaine ou plus de villes moyennes et petites, des villages, des lotissements pavillonnaires, des maisons éparpillées, etc. Ce nouvel ensemble, dit « biorégion », disposera environ d'une population d'un million d'habitants répartis dans des communes de taille variée, ce qui assurera une grande diversité d'activités, de relations et d'interactions. Pour le dire autrement, l'habitabilité de cette biorégion sera de loin supérieure à ce qu'on connaît actuellement, car la transversalité que l'approche écologique suppose sera présente partout et pour tout. Ainsi, la question sanitaire sera traitée au plus près de la population avec sa participation, à la différence d'aujourd'hui où tout individu pour sa santé est tributaire d'un « expert » (le médecin) et d'une « institution » (l'hôpital) sans contribuer à sa propre guérison.

Habiter

**Le confinement bouleverse les territorialités et temporalités de l'existence et réaffirme la nécessité d'un *chez-soi*. Quelles réflexions suscite-t-il chez le philosophe de l'habiter ?**

Le confinement imposé à tous n'a pas les mêmes conséquences sur chacun. Les situations économique, sociale, culturelle, familiale, spatiale jouent un rôle essentiel. Être confiné à cinq personnes, dont trois enfants dans un logement de trois pièces d'une barre d'un grand ensemble de la banlieue n'a rien de comparable avec un célibataire parisien disposant également d'un trois pièces avec balcon ou d'une famille installée dans une maison avec jardin. Supporter le confinement dépend d'abord du lieu où il se déroule. Ce n'est pas par



hasard si 17 %, dit-on, de la population de l'Île-de-France a migré dans des résidences secondaires ou familiales... La recrudescence des violences conjugales, mais aussi envers les enfants, provient de cette cohabitation forcée au sein d'un espace réduit. Le décrochage d'un nombre important d'élèves et aussi d'étudiants repose sur le sous-équipement informatique et l'absence de chambre à soi avec un coin bureau. De même le télétravail, qui n'a jamais été pensé par les architectes, les promoteurs et les bailleurs, n'est envisageable que si l'on dispose d'un endroit pour le pratiquer sans être gêné et sans gêner. Imaginez deux parents qui télétravaillent dans le séjour et leur unique enfant dans sa chambre, eh bien à l'heure du repas, il faut ranger ses affaires, pousser les ordinateurs de la table et mettre le couvert... Cette gymnastique n'est pas toujours commode à accomplir.

Le confinement, et l'on en parle moins, modifie notre rapport au temps. Adeptes de la sieste et surtout de la chronotopie, je pensais que le fait de rester chez soi allait automatiquement nous conduire à sortir de l'emploi de temps routinier, des horaires des transports publics et des services administratifs pour enfin se réapproprier ses temporalités, je ne crois pas que cela se soit généralisé. Le télétravail et les vidéo-conférences maintiennent les rythmes du bureau et le rendez-vous de 20h pour applaudir depuis sa fenêtre le corps médical s'apparente à un nouveau temps social. On le voit, rompre avec les habitudes temporelles rencontre mille obstacles, à commencer par la culpabilité de ne pas respecter les horaires de l'école pour les enfants et du travail ou de repas pour les parents, quant à la sieste, cette transgression du sacro-saint travail, elle fait encore peur...

Le confinement devrait stimuler les *no man's time* que sont l'ennui, la rêverie, l'attente, la sieste, ils sont aussi importants à notre santé mentale et physique que les *no man's land* le sont à la qualité des territoires.

La friche temporelle et le terrain vague de notre enfance... Dans la nouvelle version augmentée de *Demeure terrestre. Enquête vagabonde sur l'habiter* j'insiste sur l'écologie existentielle qui ne sépare jamais nos territorialités de nos temporalités, elles sont toujours reliées entre elles, elles sont interdépendantes, alors que la société fait tout pour les séparer. Au lieu de dire « chaque chose en son temps », je préfère dire « chaque temps a sa place et inversement », sachant que le temps se spatialise et que l'espace se transforme en temps. Comme nous le confie Bachelard, l'enfance, par exemple, n'est pas une période temporelle mais un pays...

Aussi un temps partagé avec quelqu'un peut faire lieu tout comme un endroit se convertit en moment, et ainsi de suite. Le confinement désoriente indéniablement et les personnes qui ne savent pas s'occuper, comme on dit, sont anxieuses, alors que pour d'autres, disposer de son temps est une chance, une incroyable opportunité de lire, peindre, jardiner, rêver... Tout ceci n'est envisageable que si l'on dispose d'un chez-soi. Comment ne pas penser aux SDF, aux migrants, aux malades hospitalisés, qui sont confinés sans chez soi ? Là, nous touchons l'inhumanité. D'autant que le fait de ne pas être logé accroît leur vulnérabilité. Avec le confinement, les conflits de voisinage augmentent, car le bruit des uns insupporte les autres : la perceuse, la radio à fond, la guitare électrique... Un chez-soi résiste à l'agression sonore, c'est dire s'il est rare dans ces villes congestionnées tout comme dans certaines campagnes bardées d'engins mécaniques.

« Habiter » signifie *être-présent-au-monde-et-à-autrui*, ce qui en temps de confinement se trouve sérieusement ébranlé, même si l'on dispose de techniques de communication. Ne pas pouvoir sortir et communier avec la nature est une entrave à notre désir d'habiter la Terre, de même que de devoir se limiter à des contacts à distance contrarie l'échange physique, sensoriel, charnel. On peut donc, au mieux, habiter virtuellement, c'est-à-dire en miniature...

Pour une juste plénitude

**Nous ne divulguons rien en disant que vous n'indiquez pas la taille idéale d'une ville, vous prônez une juste plénitude. De quoi s'agit-il ?**

En effet, je n'indique pas la population idéale pour une ville idéale, car je pense que la réponse à la question de la bonne taille ne relève pas du quantitatif mais du qualitatif. Je présente les calculs de plusieurs penseurs qui quantifient la bonne ville, comme Platon et ses 5 040 foyers ou Ebenezer Howard et sa cité-jardin peuplée de 32 000 habitants dont 2 000 agriculteurs, mais

passant en revue les propositions élaborées au XXe siècle, dont l'éventail varie de 4 000 personnes à 6 millions, j'ai compris que tout dépendait de la superficie de cette « ville », des activités humaines, de l'importance des parcs et jardins, des distances entre les gens, bref de son écologie générale. Celle-ci nous conduit à privilégier une notion que j'emprunte à Lewis Mumford, qu'il énonce dans le tome 2 de son œuvre majeure *Le Mythe de la machine* (1972) : la plénitude, « en tant que condition nécessaire à la satisfaction du développement organique, et surtout en tant que condition indispensable pour bien vivre. » La plénitude, à mes yeux, n'est pas l'« accomplissement » ou le « plein » (qu'on retrouve dans « plantureux ») comme son étymologie le suggère, mais l'unité organique...

Propos recueillis par Camille Morin.